

Les Hôpitaux de Tarbes et Lourdes toujours dans le collimateur.

Lors des vœux du Directeur des Hôpitaux de Tarbes et Lourdes, les Maires des deux Villes ont évoqué à nouveau le projet de construction d'un Hôpital neuf à Lanne en remplacement des deux établissements actuels. Les deux élus sont donc partisans de la disparition des Hôpitaux de leurs communes respectives au profit d'un autre hypothétique et au rabais. Ils vont jusqu'à mettre en cause ceux qui défendent la Santé de proximité et le maintien des établissements actuels les accusant du retard pris par le projet qui s'inscrivait dans le cadre de la loi « Bachelot », si chère à la droite et au secteur privé et malheureusement toujours pas abrogée par le gouvernement actuel. Or, c'est parce que la cause des défenseurs de l'Hôpital public de proximité est si forte et majoritaire, que nous avons toujours un hôpital à Tarbes et à Lourdes. C'est bien la raison pour laquelle ils se refusent à consulter la population concernée par un référendum d'initiative populaire sur leur maintien, comme l'a proposé Marie Pierre Vieu, conseillère régionale et conseillère municipale d'opposition, Front de Gauche à Tarbes.

Quel projet hospitalier pour Tarbes ?

« Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage ! » . L'hôpital de Tarbes, a été maintes fois vanté par ceux qui soudainement veulent s'en séparer. Sa rénovation coûterait trop cher et serait trop longue, selon un « audit ». En cinq ans l'Hôpital de Tarbes serait, donc passé de « l'excellence » à la « désuétude », après des millions d'euros de modernisation et d'équipement. Que deviendrait-il ensuite ? Là, personne ne répond. Qu'il soit permis de douter de la qualité d'un audit sans contradiction et sans concurrence, quand on connaît les fins recherchées, notamment pour un nouveau projet la mise en place de Partenariats Public/Privé (PPP). Les PPP sont très recherchés et procureraient de juteux dividendes, sur le dos des patients, des contribuables et en l'occurrence de la sécurité sociale.

Le Front de Gauche est pour le maintien des Hôpitaux de proximité.

Les besoins en soins hospitaliers sont en progression dans notre département, notamment du fait du vieillissement de la population et des activités croissantes de notre société. Vouloir réduire l'offre de Santé publique n'a qu'un seul but, la transférer au secteur privé et généraliser le secteur 2, avec ses dépassements d'honoraires. Il faudrait donc se soigner avec l'argent au bout des doigts et souvent même être obligés d'emprunter les sommes, Quand ce n'est pas un paiement en « liquide », comme cela se fait déjà parfois, qui serait demandé aux patients. Où est l'éthique dans tout ça ?

Nous sommes pour le maintien des Hôpitaux de proximité. Il faut préserver et développer dans la concertation la plus large, nos 4 hôpitaux bigourdans, Bagnères, Lannemezan, Lourdes et Tarbes. A Tarbes il faut garder notre Hôpital, dans son site actuel, en poursuivant sa rénovation et son développement. C'est pour cette raison que nous sommes pour une étude contradictoire sur les coûts réels de sa rénovation et pour un plan pluriannuel de réalisation.

Nous sommes pour un moratoire sur les effectifs en personnel et en offre de soins publics. Ceci n'est pas le cas de la majorité PS/PRG du Sénat qui, associée à la droite, vient de rejeter ce 22 janvier la proposition de loi déposée par le groupe CRC (groupe communiste, républicain et citoyen) demandant un moratoire sur les fermetures d'hôpitaux et de services hospitaliers .

Nous sommes pour le maintien et le renforcement du secteur 1

La Santé est un droit, et ne peut être une marchandise au profit de quelques profiteurs.

